



Oscar de la honte pour AREVA

En marge du sommet de Davos, un prix original, peu envié, vient d'être décerné à l'entreprise AREVA, notre « championne » nucléaire.

En effet, AREVA vient de se voir désigné comme l'entreprise la plus irresponsable de l'année.

Deux ONG (déclaration de Berne et pro Natura) organisaient pour la quatrième année consécutive une cérémonie « public eye awards ».

Areva est arrivé en tête devant une quarantaine d'entreprises soumise à la sanction ultime, car les votants jugent qu'AREVA extrait de l'uranium au nord du Niger dans des conditions que les deux ONG jugent « totalement scandaleuses ».

Les mineurs ne sont pas informés des risques sanitaires qu'ils courent, alors que les analyses révèlent une contamination de l'air, de l'eau et du sol.

Le président de l'organisation nigérienne Aghirin'man, al Moustapha Alhacen, a dénoncé des « décès suspects » chez les travailleurs d'AREVA.

Plus de la moitié des 12000 internautes qui ont pris part au scrutin ont ainsi choisi cette entreprise française comme la plus irresponsable.

Encore un succès français.

Ce vote est à mettre en parallèle avec l'affaire des deux journalistes d'ARTE.

En effet, ce qui est passé sous silence, c'est le sujet du reportage qu'ils essayaient de faire.

Il s'agissait pour eux d'interviewer clandestinement les Touaregs qui s'étaient mis en rupture avec le gouvernement.

Derrière tout ça, se pointe le vilain nez du nucléaire, car le Niger est riche en uranium, et la France est le principal acheteur.

Cela représente plus de 50% de la matière première dont nos centrales nucléaires ont besoin, soit 122 permis d'exploitation.

Or les peuples nomades voient d'un mauvais œil que l'on vienne les déposséder de leur richesse,

faire des trous dans leur sous-sol, sans leur demander leur avis.

Hélas, il semble bien que ce reportage ne soit jamais, ou pas pour l'instant, diffusé, suite aux pressions franco-nigériennes.

En tout cas, voilà ce qu'en dit Issouf Ag Maha, maire de la commune de Tchirozérine Agadez au Niger :

« Aujourd'hui, les touaregs s'inquiètent de la distribution tous azimuts de permis de recherche et d'exploitation d'uranium sur leurs territoires sans que soit envisagée la moindre mesure de compensation visant à en amortir les conséquences. Les tribus concernées devront quitter les lieux à la recherche d'hypothétiques territoires d'attache et de nomadisation. Les ressources exploitées donnent à l'état les moyens de les combattre, les maîtriser et les réduire à l'état de réfugiés dans leur propre pays. »

L'Afrique et le nucléaire, c'est une vieille histoire, et aujourd'hui, nous assistons à quelques nouveaux rebondissements.

En effet, le 22 janvier 2008, le réseau « sortir du nucléaire » publie un rapport complet sur l'affaire de la libération des otages bulgares et de la signature de l'accord nucléaire avec Kadhafi.

Les conclusions principales du rapport sont celles-ci :

1) Le président Sarkozy a menti : la libération des otages bulgares et la signature de l'accord nucléaire sont directement liées.

2) la commission parlementaire d'enquête, composée majoritairement d'élus de l'UMP a fait preuve de partialité.

Dans une démocratie digne de ce nom, le chef de l'état aurait été immédiatement amené à démissionner, mais il semble bien qu'il n'en fasse rien.

La totalité du rapport se trouve à : <http://www.sortirdunucleaire.org>

Voilà comment va le petit monde nucléaire.

Dans la transparence la plus totale, et comme disait un vieil ami africain :

« Seul un imbécile mesure la profondeur de l'eau avec ses deux pieds ».